



HAL
open science

Quand les migrants développent leur région d'origine : initiatives marocaines

Thomas Lacroix

► **To cite this version:**

Thomas Lacroix. Quand les migrants développent leur région d'origine : initiatives marocaines. *Accueillir*, 2006, 238, pp.30-31. halshs-00737576

HAL Id: halshs-00737576

<https://shs.hal.science/halshs-00737576v1>

Submitted on 2 Oct 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quand les migrants développent leur région d'origine : initiatives marocaines

Thomas LACROIX¹

L'argent envoyé à leurs familles constitue une contribution bien connue des migrants au développement de leur pays d'origine. Avec plus de 4 milliards d'euros en 2005, le Maroc se classe comme l'un des tous premiers bénéficiaires mondiaux de cette manne migratoire. Pour autant, il en est une autre, plus locale, moins massive mais qui a un impact déterminant sur certaines régions de départ : celle des projets collectifs en faveur des villages d'origine.

Cela consiste le plus souvent en un projet d'équipement collectif tel que l'électrification du village, la construction d'un système de canalisation de l'eau potable pour alimenter les maisons, la rénovation d'une école... autant de projet qui améliore la santé ou l'éducation sur des régions parfois très isolées. Ainsi, la vallée du Massa, au Sud d'Agadir, est entièrement électrifiée alors que le taux d'accès des foyers était de 15% en 1995.

Ces initiatives ont une histoire aussi ancienne que l'émigration elle-même. Le droit coutumier rural stipule l'obligation pour les villageois d'entretenir l'équipement collectif du douar². Traditionnellement, cela concerne les bâtiments religieux (mosquée, cimetière) et l'équipement agricole (canaux d'irrigation, puit). En partant en Europe, les émigrés conservent cette obligation coutumière. Depuis les années 1960, les expatriés se mobilisent sur ce type d'action, au premier rang desquelles la rénovation des mosquées qui confère un surcroît de prestige pour les concernés. Or, depuis la fin des années 1980, on observe la multiplication de projets de développement. Une conjonction de facteurs explique ce changement.

La première série de facteurs est liée à l'évolution de l'Etat marocain. Au tournant des années 1990, deux événements ont marqué les structures politiques rurales. Le premier est celui de la décentralisation qui a produit une redéfinition des pouvoirs des communes et de leur tracé. Or cette politique ne s'est pas accompagnée d'un transfert budgétaire, laissant les nouvelles institutions dans l'incapacité de prendre en charge les demandes de la population. Le second est concomitant. Une modification de la mise en œuvre de la loi sur les associations a ouvert la possibilité de créer beaucoup plus facilement une association. Les élites locales ont saisi cette opportunité pour créer des structures associatives et mettre en œuvre les projets que les

¹ Chercheur, Université de Warwick, CRER – Associé à MIGRINTER

² Terme arabe qui désigne le village

communes ne pouvaient assumer. Les associations villageoises de développement se sont multipliées au cours de la décennie 1990 dans le monde rural marocain. Les émigrés, tant internes qu'internationaux, ont les premiers sollicités pour fournir les ressources nécessaires à la réalisation des projets.

Or, si les projets traditionnels se suffisaient d'une collecte à l'intérieur du groupe d'expatriés, les nouvelles ambitions nécessitent de trouver des financements complémentaires, auprès des ONG ou des pouvoirs publics. La recherche de financement, le montage de projet, dépasse les compétences de la plupart des émigrés. Cette demande a induit l'apparition de nouveaux acteurs faisant le lien entre les porteurs de projet et les bailleurs de fonds : les organisations de solidarité internationale de migrants (OSIM). Ces ONG de migrants n'auraient pu émerger sans une profonde évolution de la communauté marocaine à l'étranger. Si, dans les années 1960 et 1970, celle-ci était majoritairement composée d'homme seuls et peu qualifiés, le regroupement familial, la diversification des profils d'émigrés (qui touche aujourd'hui toutes les couches de la populations) et le processus d'intégration, ont considérablement diversifié les visages de cette communauté. Elle est aujourd'hui composée non seulement d'ouvriers, mais également d'hommes et de femmes diplômés et des retraités qui entretiennent, chacun à leur façon, des relations particulières avec le pays d'origine. Cette diversité se retrouve au sein des collectifs de porteurs de projet émigrés issus d'un même village. Les membres jouent sur leur complémentarité pour diversifier leurs ressources. Des étudiants épaulent les vieux patriarches dans le montage d'un projet, des manœuvres combinent leurs compétences techniques sur le terrain avec des diplômés qui négocient auprès des acteurs publics... En outre, sans cette diversité n'auraient pu voir le jour ces ONG de migrants spécialisées dans la chasse aux subventions. La plupart sont dirigées par d'anciens syndicalistes, ou encore des réfugiés de la gauche marocaine qui ont fui la répression sous Hassan II. Ces personnalités ont converti au service du développement leur savoir-faire de la mobilisation acquis dans les luttes politiques. Le tissu des OSIM marocaines a donc émergé dans les années 1990 sur les fondements des réseaux associatifs marocains en Europe, prolongeant ainsi une histoire d'un demi-siècle. Parmi les plus importantes, citons « Migrations et Développement » situé à Marseille, « Immigration, Développement, Démocratie », à Paris, la Fédération des associations de Figuiens en France dans la Seine-St-Denis, etc. Elles constituent le second étage des réseaux du développement, au-dessus des centaines de collectifs de villageois émigrés porteurs de projet.

Ces OSIM ont largement bénéficiées du soutien des pouvoirs publics marocains et européens. Au Maroc, divers dispositifs de cofinancement permettent aux associations villageoises de trouver les moyens de mettre en œuvre leurs initiatives. En Europe, et en France en particulier, la politique de codéveloppement a permis de financer le travail des OSIM. Expérimentée à partir du début des années 1990, cette politique vise à la maîtrise des flux migratoires par le développement des régions d'origine. A travers elle, les migrants sont reconnus comme acteurs de développement. Aujourd'hui, une instance de représentation, le Forum, regroupe plusieurs centaines d'OSIM de France. Bien qu'ayant une portée limitée et des financements restreints, le codéveloppement indirectement contribué à renforcer un espace transnational associatif où circule, des hommes, des idées, et du développement.